

MÉTÉO DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Mai 2022

Avec les contributions de :

Bocar Guiro

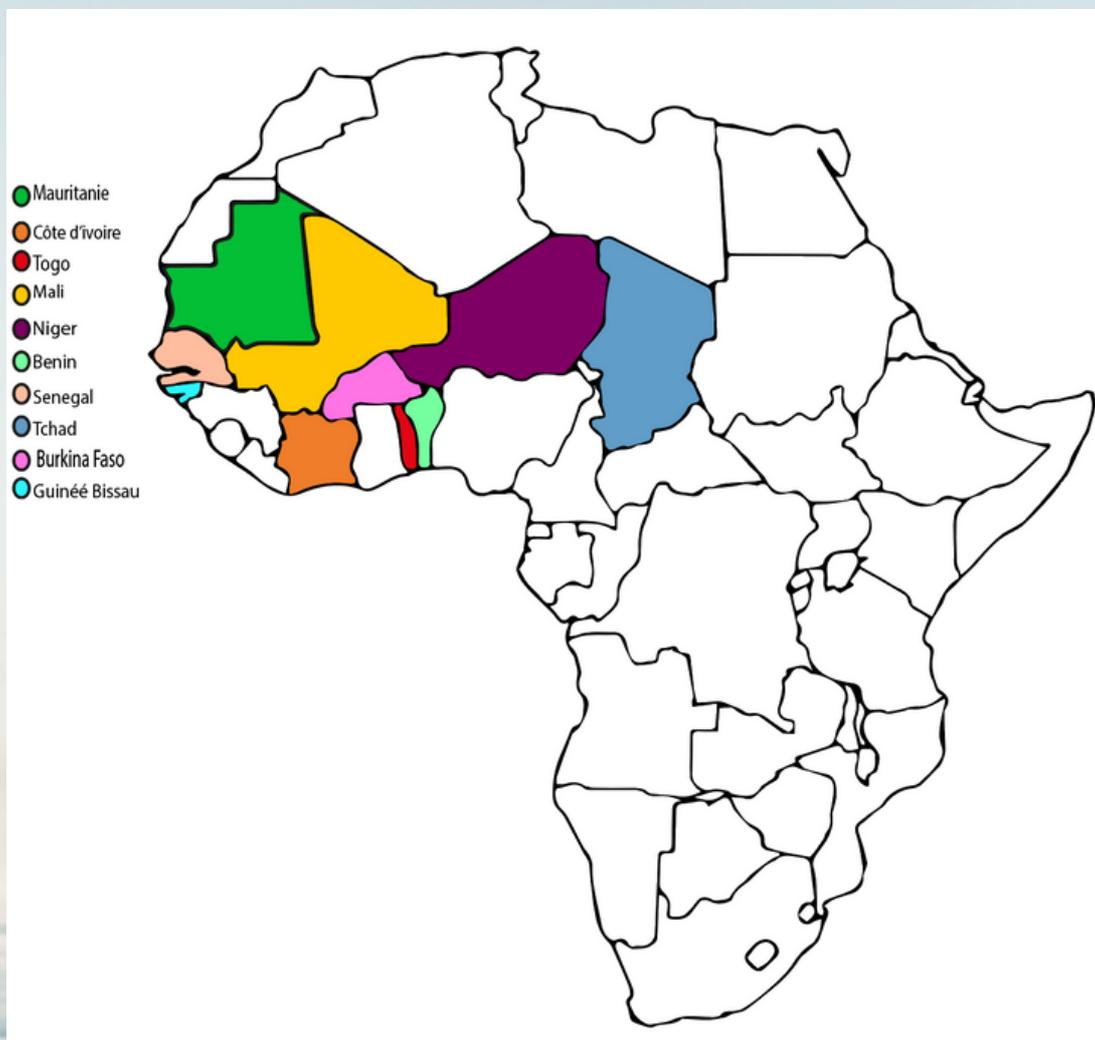
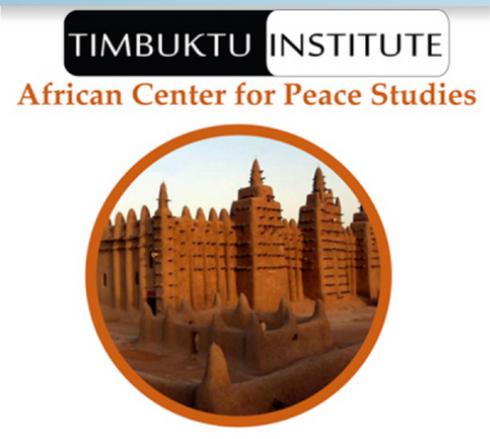
Fatimatou Dieng

Maelle Grossain-Camier

Babacar Diop

Yague Samb

Sous la direction du Dr. Bakary Sambe



Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest, de manière générale, sont marqués ces dernières semaines, par une actualité assez mouvementée. Alors que la persistante menace terroriste semble glisser du Sahel pour toucher les pays côtiers, la question électorale fait régulièrement regretter des scènes de violence qui remettent à l'ordre du jour les problèmes structurels d'instabilité qui minent le continent. Ce, d'autant plus qu'elle agite des pays comme le Sénégal que l'on croyait sortir du lot et constituer une vitrine démocratique sur le continent. Ce deuxième numéro de Météo Sahel, auquel il est désormais ajouté les pays côtiers et de l'Afrique de l'Ouest, revient sur les temps forts de l'actualité sociopolitique et sécuritaire dans cette partie du continent.

Mauritanie: **Entre conjonctures et timides changements ... dans la continuité**

Confrontée à la conjoncture économique internationale et à la grogne des populations face à la flambée des prix, la Mauritanie s'est dotée d'un nouveau gouvernement en avril. Mais ce remaniement ministériel a du mal à convaincre, d'autant plus que les postes clés sont restés entre les mains des hommes forts du même régime. Cependant, deux départs importants sont à souligner: d'une part, celui du Ministre des Affaires Étrangères -ce qui laisse présager que le Président Mohamed Ould Ghazouani n'était pas satisfait du chef de sa diplomatie à la suite de plusieurs assassinats de mauritaniens au Mali voisin-. D'autre part, le Ministère des Finances est désormais confié à l'ex-directeur des impôts. Cette stratégie vise à renflouer les caisses de l'État -ce qui devient une impérieuse nécessité- mais aussi d'amoinrir les coûts des denrées alimentaires qui éloignerait le spectre d' "émeutes de la faim" au moment où le monde est confronté à une crise qui concerne deux pays principaux exportateurs de céréales.

La République Islamique de Mauritanie semble toujours hantée par de vieux démons. Après les évènements de 1989 exaspérés par des disparités communautaires, ce système continue de faire l'objet de dénonciation par la communauté noire mauritanienne qui se dit victime d'un "racisme d'État" caractérisé par des recrutements "mono-ethniques" dans les écoles d'excellence du pays ; ce qui rend les équilibres sociaux encore très fragiles. Le climat social reste délétère en Mauritanie pendant que la situation économique post-Covid et les conséquences que la crise Russo-Ukrainienne continuent d'impacter ce pays à l'instar des autres Etats sahéliens. La détention de l'ancien Président cristallise encore les débats pendant que le pays tend vers une Concertation Nationale Inclusive (CNI) qui vise à traiter de "tous les maux que traverse la Mauritanie". Sur le front de la lutte contre le terrorisme, la Mauritanie a adopté des stratégies qui, jusque-là, ont produit des résultats probants sur le terrain, malgré l'insécurité ambiante au Sahel et les attaques terroristes dans la région. Le dernier incident sécuritaire attribué à un groupe terroriste dans ce pays remonte à 2011. La question que se posent de nombreux experts est d'ailleurs de savoir si la stratégie mauritanienne de lutte contre le djihadisme pourrait faire des émules dans d'autres pays du Sahel malgré les lourdes pesanteurs sur le vivre-ensemble dans un Etat dont la gouvernance semble encore loin d'être inclusive.

Côte d'Ivoire :

La menace sécuritaire dit-elle faire oublier le front interne de la réconciliation ?

En trois ans, la Côte d'Ivoire a perdu trois fortes personnalités au cœur de l'appareil d'État et qui étaient même pressenties pour jouer un rôle politique plus important. Ces circonstances ont créé, en apparence, une sorte de « cohésion » au sein de l'élite au pouvoir pour rendre hommage aux défunts même si le deuil n'a pas pu apaiser le climat politique tendu présageant d'un choc inévitable des ambitions. En effet, la sphère politique ivoirienne reste très divisée depuis la crise post-électorale de 2010. A cela, s'ajoutent la troisième candidature malvenue de l'actuel Président à la dernière élection très contestée par l'opposition ainsi que les procédures judiciaires visant un certain nombre d'opposants et leurs proches. A côté des défis politiques à relever pour une cohésion nationale, la dégradation de la situation sécuritaire dans au Sahel vient hanter le sommeil des populations et de l'État. La menace des armées djihadistes vers les pays du Golfe de Guinée constitue un enjeu sécuritaire de taille pour le Bénin, le Ghana, le Togo mais aussi pour la Côte d'Ivoire. Déjà touchée par la furie terroriste en 2016 avec l'attaque de Grand- Bassam, le pays semble prendre la pleine mesure de la menace même si quelques attaques sporadiques sont notées dans le Nord, frontalier du Burkina Faso, pays pont entre le Sahel et les pays côtiers où la situation sécuritaire s'est fortement dégradée en plus d'une crise politique. Cette pression de la menace des groupes armés en Côte d'Ivoire commence à attiser des tensions communautaires dans un pays où les questions identitaires sont extrêmement sensibles.

Pour se préparer à la riposte contre la menace terroriste de plus en plus pressante, le pays s'est doté d'une "académie internationale de lutte contre le terrorisme" en plus des militaires déployés dans le nord et participe à des opérations transfrontalières de sécurisation accompagnées par des initiatives préventives.

Cependant, le risque pour la Côte d'Ivoire n'est pas que terroriste dans la partie septentrionale mais celui du réveil des vieux démons sociopolitiques dans un contexte d'usure entamée du régime actuel qui n'a pas pu réaliser la promesse de l'inclusion socioéconomique et surtout de la cohésion et de la réconciliation nationales

Togo : **Entre « diplomatie préventive » à Lomé et pression sécuritaire au nord**

La succession des coups de force militaires a poussé la CEDEAO à prendre des sanctions économiques et diplomatiques à l'égard du Mali. A l'origine de celles-ci, une divergence de vues sur la période transitoire entre la junte militaire et l'organisation sous-régionale. Asphyxié par les mesures prises par la CEDEAO et par l'UEMOA en plus de son isolement diplomatique, le Mali sent de plus en plus nécessaire la médiation de « pays frères ». C'est dans ce sillage que le 4 mai, les ministres des affaires étrangères maliens et togolais ont annoncé que le Président Faure Gnassingbé avait accepté d'être médiateur dans la crise entre le Mali et la CEDEAO en dépit de la nomination d'un envoyé spécial depuis le début de la crise. Si l'opposition togolaise voit cela d'un mauvais œil, le gouvernement, de son côté, se défend et considère que cette médiation pourrait permettre la mise en place d'un dialogue apaisé entre le Mali et la CEDEAO, voire avec l'ensemble de la communauté internationale. La partie malienne semble apprécier les bons offices qui pourraient permettre de « faciliter le dialogue avec les acteurs régionaux et plus largement le dialogue avec l'ensemble de la communauté internationale pour trouver un compromis pouvant nous permettre de sortir de la crise », d'après le patron de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop.

Le positionnement du Président togolais comme médiateur, même s'il ne paraît pas surprenant, laisse entrevoir des divergences interétatiques au sein de la communauté. En effet, il est l'un des seuls chefs d'Etat de la CEDEAO à avoir rencontré le président de la junte malienne à Bamako et n'a jamais été favorable à l'application des sanctions draconiennes à l'égard du Mali au sein de la Communauté sous-régionale, au moment où des États comme le Niger soutiennent les sanctions à l'encontre de Bamako au point d'accuser les militaires de se cacher derrière un « patriotisme frelaté ». Au même moment, le voisin sénégalais semble, discrètement, œuvrer pour mitiger les sanctions. D'ailleurs, selon certaines sources diplomatiques, le Sénégal a pesé de tout son poids pour éviter que les sanctions ne touchent les denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques, le pétrole et l'électricité.

Au même moment, le Togo est touché par des attaques terroristes. En effet, depuis un certain temps, des incursions djihadistes sont notées sur le territoire togolais. En ce sens, le gouvernement parlait officiellement d'assaut repoussé par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) à Sanloaga dans la région des Savanes (Novembre 2021). Six mois plus tard, le pays vient de connaître son premier attentat terroriste lors d'une attaque sur le poste militaire de Kpépakandi dans le Kpendjal, toujours au nord du Togo, non loin de la frontière avec le Burkina Faso. Selon le communiqué officiel du gouvernement en date du 11 mai 2022, une dizaine de morts et des blessés se comptaient du côté des forces de défense et de sécurité, même si, par ailleurs, ces chiffres sont contestés. Cela fait ressurgir le débat sur les difficultés de la communication gouvernementale autour d'une question aussi sensible et complexe. L'état d'urgence décrété dans le Nord du pays depuis la récente attaque semble une parade sécuritaire qui laisse entiers les facteurs d'insécurité qui ne dépendent pas seulement du contexte intérieur. Ces facteurs qui devraient mobiliser une approche plus globale sont, aujourd'hui, le fruit d'une combinaison entre problèmes socioéconomiques et politiques structurels internes et une situation régionale qui n'est pas prête de se stabiliser.



Mali : **Des autorités entre isolationnisme et pragmatisme politico-diplomatique**

Au Mali, depuis la prise du pouvoir par les militaires et les brouilles qui se sont succédées et aggravées avec la communauté internationale, la transition semble être sur une ligne dure. Cette ligne dure est caractérisée par la prise de décisions unilatérales dont la dernière en date remonte à mai 2022, lorsque la junte au pouvoir annonce son retrait du G5 Sahel. Ce qui entraîne par ricochet son retrait de toutes les instances du G5, la force militaire anti-djihadistes y compris. Pour justifier sa décision, le Mali affirme que le G5 n'a pas réussi sa mission de lutte contre le terrorisme. Or, certains observateurs font remarquer que la grogne du gouvernement malien de transition provient de l'opposition d'un certain nombre de pays, notamment un "État extra régional", à voir le Mali assurer la présidence tournante. Convient-il de reconnaître qu'avant ce retrait, le G5 Sahel n'était pas dans une position avantageuse. En effet, d'un point de vue opérationnel, trois membres sur cinq, que sont le Burkina Faso, le Mali et le Tchad sont dans une situation de transition politique; **ce qui pose le problème de la légitimité même des autorités actuelles dans ces pays en même temps qu'il soulève des questionnements sur la stabilité régionale.** A cela, s'ajoute le fait que, depuis sa création, le G5 Sahel avec ses objectifs ambitieux, n'a pas pu résoudre l'équation sécuritaire que pose la persistance du risque terroriste. Ensuite, d'un point de vue même de la durabilité de l'Organisation, le G5 fait régulièrement face à des problèmes de financements dépendant principalement d'une générosité internationale qui, finalement, ne s'est pas manifestée comme attendue. Il convient alors de se demander si le G5 Sahel peut subsister et accomplir sa mission sans le Mali, épice même de la menace terroriste? D'où la floraison de réactions pleines d'inquiétudes malgré l'optimisme du ministre tchadien de la communication Abderaman Koulamallah qui "espère, pouvoir convaincre le Mali de revenir sur sa décision", au moment où, le Président du Niger Mohamed Bazoum, lui, assimile ce retrait du Mali à « la mort » du G5 Sahel.

Si l'opinion publique malienne a été jusque-là unanimement favorable à la junte au pouvoir, quelques voix discordantes contre le régime ont néanmoins été relevées ces derniers temps. C'est le cas l'Imam Mahmoud Dicko qui, lors du dernier Forum de Bamako sur la Paix, s'est encore illustré en critiquant ouvertement les autorités de la transition d'avoir "pris en otage" le peuple malien sans ménager la communauté internationale qu'il qualifie d'« orgueilleuse » et des dirigeants « arrogants ». La suite des propos de l'Imam est révélatrice des risques qu'encourent les tenants d'un discours qui s'opposerait à celui de la junte et à ses orientations plutôt isolationnistes. Car, lui-même affirme en tenant ces propos, qu'il a « conscience des risques qu'il prend », d'autant plus que de tels propos critiques à l'encontre de la junte deviennent de plus en plus rares.

Ainsi, le Mali s'isole, d'une part du Sahel, mais aussi davantage de l'Union européenne, pour se rapprocher de la Russie devenu son partenaire international surtout dans le domaine sécuritaire. En effet, les Etats membres de l'Union européenne ont retiré une partie des effectifs déployés dans le pays en raison de la cessation de la formation des unités des forces armées et de la garde nationale malienne. De plus, début mai, le Mali a dénoncé les accords de défense passés avec la France depuis 2013, en réponse aux violations de l'espace aérien malien et de la souveraineté étatique par l'Etat français dont le Mali serait victime. Pendant ce temps, la junte militaire se rapproche alors de la Russie et du groupe militaire privé Wagner. Ainsi, le ministre des affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, et le chef de la diplomatie Russe ont, tous les deux, dénoncé des agissements "coloniaux" français au cours d'une rencontre à Moscou. En dépit de ce rapprochement, il faut reconnaître que le Mali connaît des difficultés d'ordre financier en raison des sanctions économiques que la CEDEAO a prononcées contre lui et peinerait à obtenir les fonds nécessaires pour financer le groupe Wagner. A ce sujet, en avril, la banque mondiale énonçait le risque de récession dans lequel pourrait plonger le pays à la suite de ces sanctions.

Le dernier Sommet de la CEDEAO qui semble donner une chance supplémentaire au régime de Bamako de sortir de son isolement de même que les efforts promis sur l'agenda de la transition avec la nouvelle Constitution et la loi électorale, semble augurer d'un dégel dépendant encore de nombreux paramètres. **Même timide, la levée de bouclier d'une partie de la classe politique malienne avec la possible candidature du Colonel Goïta présage d'un contexte politique malien mouvementé alors que le pays se préoccupe plus qu'auparavant d'un retour progressif dans les instances régionales malgré les nombreux obstacles.**

Niger : **Un pays au cœur de toutes les interactions**

Le Niger cherche à consolider ses efforts et mieux « armer » ses forces de défense et de sécurité face à la menace terroriste, notamment dans la zone des trois frontières, entre Burkina Faso, le Mali, et le Niger, où les groupes armés, les affrontements communautaires et les violences récurrentes se multiplient. Pour faire face à ces menaces, des opérations militaires sont menées dans la zone frontalière, notamment à l'ouest du pays, proche de la frontière avec le Burkina Faso, où les populations ont dû quitter leurs localités en raison de la menace djihadiste. Dans ce sillage, l'armée a annoncé avoir neutralisé 65 terroristes ainsi que leurs équipements et matériels, et ce dans une perspective de permettre aux nigériens déplacés de pouvoir retrouver leur logement en sécurité.

En même temps, pour endiguer la menace terroriste, le Niger souhaite mettre en œuvre une coopération internationale. Mais, plus qu'il n'y paraît, le Président nigérien, Mohamed Bazoum, semble opter pour une redéfinition plus concertée de la coopération sécuritaire. En effet, le mercredi 18 mai, le Président demande, en plus d'un déploiement de forces européennes plus conséquent, des règles d'engagement différentes et davantage d'équipements militaires. Plus précisément, il a ensuite affirmé que les dirigeants européens et français doivent être prêts à prendre plus de risques lors des actions militaires et ne doivent pas être « hantés par les pertes », arguant la nécessité de faire des sacrifices. Cependant, l'opposition nigérienne affirme des positions réfractaires par rapport à cette décision de redéploiement des forces françaises et européennes qui, selon nombre de ses ténors, exposerait davantage le Niger. D'un côté, certains leaders d'opinion y voient un risque d'exacerbation du sentiment anti-français, qui, in fine, aggraverait l'instabilité du pays, à l'instar du Mali. D'autant plus que cette stabilité a pu être remise en question au vu de la tentative de coup d'Etat au Palais présidentiel, dont trois soldats soupçonnés d'en être à l'origine ont été radiés au mois de mai pour faute grave dans le service et contre la discipline militaire. D'un autre côté, l'opposition pointe du doigt une « inefficacité » et un « opportunisme des forces françaises » au Mali et au Sahel de manière générale.

Dans la même logique d'intensifier la coopération internationale, lors de sa dernière tournée régionale, le nouveau Chancelier Allemand, Olaf Scholz, a rendu visite aux soldats allemands de l'opération Gazelle, mission chargée de former et entraîner les soldats nigériens. Le Niger semble intensifier ses relations avec les pays membres de l'Union européenne et entrer dans les faveurs de la communauté internationale au moment où le chancelier allemand affirme que « la situation ne s'améliorera pas avec la présence de mercenaires russes ». Il confirme ainsi la concurrence diplomatique de plus en plus nette entre la Russie et l'Union européenne sur le sol africain, notamment dans les pays du Sahel.

Ainsi, la question sécuritaire semble s'inscrire au cœur de l'action du président nigérien qui, dans cette perspective, a reçu le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, lors d'une visite en date du 2 mai. A l'issue de cette rencontre, ce dernier déclare : « la paix, la stabilité et la prospérité du Niger et de l'ensemble du Sahel représentent une priorité absolue pour les Nations Unies » et que l'Organisation des Nations Unies doit aider les populations nigériennes.

A la croisée des chemins et sous les projecteurs internationaux, le Niger s'impose dans le débat régional avec un président dont le style « affirmé » divise au sein même de son pays. Bouclant une année au pouvoir à Niamey, Mohamed Bazoum ne cherche plus ses marques, il semble vouloir les imposer dans le contexte d'un débat tendu sur la sécurité et surtout les rapports avec la France.



Le Bénin :

Le Bénin et la menace terroriste vers un nouvel épicode côtier ?

Entre pressions du « dedans » et contraintes du « dehors », l'actualité béninoise oscille entre la décision de retrait de ses forces militaires de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et la préparation des joutes électorales pour les législatives.

Tout d'abord, dans une note adressée au secrétariat des Nations Unies, le Bénin annonce sa décision de retirer progressivement ses forces (environ 390 hommes) de la MINUSMA au plus tard en novembre 2023, au regard de l'impérieuse nécessité de renforcer sa sécurité intérieure. Certains observateurs analysent cette décision comme une prise de conscience accentuée du risque terroriste à la frontière du Burkina Faso. Pendant ce temps, certains interprètent cette décision comme un moyen d'être paré contre d'éventuelles représailles de la part des groupes armés en provenance du Mali.

In fine, dans les deux hypothèses, il s'agit de se préserver davantage de la menace terroriste qui s'accroît de plus en plus au Bénin. Le pays a connu depuis quelques mois de nombreuses attaques terroristes, la dernière étant celle de la nuit du 26 au 26 juin contre le commissariat de Dassari (commune de de Matéri) dans l'Atacora faisant quatre morts dont deux policiers. On se rappelle aussi de l'attaque d'avril 2022 dans le parc Pendjari, où cinq soldats béninois ont perdu la vie. Un hommage leur a été dédié le mercredi 25 mai et fortement relayé par les médias et la classe politique.

Pendant ce temps, le pays est en pleine préparation des élections législatives qui auront lieu dans quelques mois. Ces joutes électorales sont, à la fois, un moment d'exercice démocratique important, mais aussi, d'incertitude qui mettra en lumière certains conflits latents depuis les dernières joutes controversées. En ce sens, le secrétaire général de la Cour constitutionnelle béninoise, Gilles Badet, pose d'ores et déjà le débat sur l'éligibilité même des potentiels élus en rappelant les conditions dans lesquelles une élection est contestable : « les conditions d'éligibilité peuvent être contestées à tout moment » avant d'insister sur le fait que ce dialogue juridique autour des élections, est un élément de paix, tout en invitant à prendre connaissance des règles électorales.

Mais la question se pose de savoir s'il faut séparer le domaine politique du levier traditionnel de médiation. D'où le débat sur le rôle des rois béninois dans ce tournant démocratique. En effet, par une déclaration en date du 6 mai, le secrétaire général du Haut conseil des rois du Bénin, Gangoro Suambou, invite « les rois et chefs traditionnels à ne plus prendre part aux réunions politiques ». Cette réunion a été l'occasion de féliciter le gouvernement pour les mesures prises « en faveur du développement du pays » et pour la reconnaissance constitutionnelle des rois et chefs traditionnels.

La situation sociopolitique au Bénin est l'expression d'une tendance générale dans laquelle les Etats de la région sont à la fois bousculés par des agendas politiques internes au même moment où ils doivent faire face à la pression sécuritaire régionale. Le Bénin est en train de devenir l'un des pays côtiers les plus exposés aux attaques terroristes au point où il deviendrait légitime de se poser la question de savoir si, au rythme actuel, il ne serait pas en train de devenir un nouvel épicode, du moins un point d'attention préoccupant au niveau ouest-africain.



Sénégal :

La crise pré-électorale de toutes les interrogations

Bien que classé en tant que pays relativement stable dans un environnement régional mouvementé, le Sénégal connaît tout de même des tensions régulières à l'approche d'échéances électorales. Les élections législatives de fin juillet 2022 ne font pas exception à la règle. Aujourd'hui, la question du rejet de certaines listes depuis l'accomplissement des formalités de dépôt au mois de mai, fait sensation aussi bien au sein de l'intelligentsia sénégalaise que des profanes du domaine politique. Malgré les recours en justice, le Conseil constitutionnel a publié deux décisions relatives à la validité des listes déposées. Plus précisément, la liste de la coalition d'opposition de Yewwi Askan Wi avait été invalidée par la Direction Générale des Élections pour violation de la règle paritaire; mais le Conseil autorise à ladite coalition de modifier sa liste. Concernant la seconde décision, elle concerne le recours intenté par les partis d'opposition contre la liste de Benno Bokk Yakaar (coalition au pouvoir), dont le nombre de parrainages déposés excédait le nombre requis par la loi. Ce dernier recours est jugé irrecevable.

Néanmoins, ces décisions de justice ne signent pas, pour autant, la fin des tensions. L'opposition se radicalise et se mobilise pour des manifestations en se basant sur les dispositions de la Constitution sénégalaise au moment où l'administration territoriale, elle, interdit les rassemblements sur la voie publique s'appuyant sur un article du code électoral

Il s'installe un flou au point où le code électoral semble de plus en plus confus pour la population, mais aussi pour les partis politiques. Ainsi, en vue des élections présidentielles de 2024, nombre d'experts appellent à clarifier certaines dispositions-clés de ce code afin de réduire le risque de violences politiques que peut entraîner le contentieux électoral.

A côté de ce contexte pré-électoral tendu, les conséquences de la guerre en Europe affectent le continent africain et les autorités sénégalaises ne cachent plus que le pays est rudement touché. Selon l'association Actionaid, la hausse des prix sur le continent relative à la guerre Russo-Ukrainienne sera plus importante que la moyenne mondiale. C'est ainsi que, lorsque que le Secrétaire général des Nations Unies s'est rendu au Sénégal, début mai, il affirme : « quand on évoque la situation socio-économique, il est impossible de ne pas aborder la guerre en Ukraine et son impact sur l'Afrique » et se dit préoccupé par la situation, sachant que ces crises économiques peuvent engendrer une instabilité accrue dans des pays déjà en crise, comme c'est le cas de nombre de pays du Sahel.

En plus de cette situation économique tendue, le pays encourt de réels risques de troubles sociaux et politique. L'impasse actuelle de l'invalidation de la liste des titulaires de la coalition Yewwi Askan Wi pour défaut de parité de même que la validation jugée injuste de celle de la coalition au pouvoir risquent de mener le pays vers un bras de fer dont l'issue est incertaine. Le pays tant de fois cité comme un modèle démocratique dans la région est aujourd'hui à la croisée des chemins avec des risques réels de troubles, voire d'instabilité politique.



Tchad : **Une hypothétique réconciliation sur le long chemin de la stabilité**

Les derniers développements sociopolitiques au Tchad mettent en exergue des défis liés à l'instabilité. En témoigne, à la date du 24 mai, un massacre qui a pris place dans un site aurifère à Kouri Bougoudi entre deux communautés tchadiennes. D'après le mouvement rebelle, le Front pour l'alternance et de la concorde du Tchad, le bilan serait de 200 morts et 500 blessés. Ainsi, le gouvernement de transition a envoyé une délégation sur place, afin de mettre en place des moyens de renforcer la sécurité dans cette zone

Ces violences interviennent alors que les acteurs majeurs du pays sont à Doha dans le cadre d'un pré dialogue pour mettre fin au gouvernement de transition et parvenir à la stabilisation du pays.

L'instabilité dont souffre le Tchad n'est pas marginale au Sahel. **La léthargie du G5 Sahel est en partie une conséquence des crises que traversent les pays qui le composent, en plus des défis structurels inhérents à l'organisation. Trois de ces cinq pays sont en transition et les problèmes de politique intérieure semblent prendre le dessus sur la coopération sous régionale.** Ainsi, depuis environ un an, à la suite du décès du Président Idriss Déby au front, la junte militaire de son fils, Mahamat Idriss Déby, est au pouvoir au Tchad. Le président de la transition avait alors promis d'établir un dialogue entre la junte, les groupes armés et l'opposition afin d'organiser des élections démocratiques dans un délai de 18 mois. Cependant, cette discussion tarde. Ce retard serait la conséquence des prolongations du pré-dialogue organisé à Doha. Le Qatar étant médiateur dans ces négociations, 200 délégués, dont 25 représentants du pouvoir tchadien, et les représentants d'une cinquantaine de groupes politico-militaires, s'y sont rassemblés, depuis désormais deux mois, pour poser les termes d'un dialogue démocratique.

Les différents groupes concernés par les négociations se rejetant réciproquement la responsabilité du retard dans les négociations, les pourparlers semblent être au point mort et la situation de crise au sein du pays, s'intensifie. D'ailleurs, le 14 mai, une manifestation a été organisée à N'Djamena dans le but de d'exprimer le mécontentement de la population à l'encontre du retard pris dans les négociations, accusant la junte de vouloir se maintenir au pouvoir, qui plus est, avec le soutien de la politique française. D'où la manifestation dénonçant l'influence occidentale et particulièrement la présence de l'armée française dans le cadre de l'opération Barkhane.

L'identification des facteurs de violence dans les manifestations est dynamique et change d'un parti à un autre. Quand le Mouvement Patriotique du Salut considère ces manifestations comme le résultat du mécontentement d'une minorité de la population se sentant exclue des négociations, d'autres estiment qu'il s'agit uniquement d'un élément révélateur du désarroi de la population face à la politique de la junte, influencée par l'État français.

In fine, une telle opposition au sein du pays constitue un obstacle au déroulement harmonieux des négociations à Doha dont les résultats semblent déjà décevoir.



Burkina Faso :

Depuis 2015, année de la première attaque terroriste sur le territoire burkinabé, le pays fait face à de violents assauts, notamment au Nord et au Sud, entraînant plus d'un million de déplacés et des milliers de morts. Malgré le putsch militaire motivé par une incapacité du gouvernement de Roch Marc Christian Kaboré à enrayer le phénomène, les nouvelles autorités, avec à leur tête le Lieutenant-colonel Damiba, peinent à stopper les groupes armés. Seulement, au mois de mai, une dizaine d'attaques terroristes a entraîné la mort de quelque cent civils. Du côté des forces de défense et de sécurité, il est déploré de considérables pertes en vies humaines. Cependant, durant ces confrontations, plus d'une vingtaine de terroristes ont trouvé la mort, des dizaines arrêtés, de l'armement, des munitions et des moyens de communications saisis sur les lieux des différentes interventions.

La persistance de ces attaques et la radicalisation des groupes armés locaux qui continuent de semer la terreur malgré l'appel au dialogue du Chef de l'Etat rendent davantage l'opinion publique du pays favorable à l'intervention russe, tant réclamée par une partie de la population depuis quelques semaines. Après le Mali, il n'est pas exclu que le Burkina Faso soit la prochaine destination du groupe Wagner dont l'action est sujet à des contradictions notoires sur tout le continent et au-delà.

En plus de la menace djihadiste, le pays des hommes intègres est secoué depuis deux mois par une fâcheuse histoire liée à l'exploitation de mines. En effet, la mine de Perkoa a été au cœur de l'actualité du fait du triste sort des huit mineurs bloqués puis retrouvés morts dans les galeries souterraines inondées. Cette affaire remet sur la table la sensible question des sites miniers du pays exploités, pour la plupart, par des sociétés étrangères. Ainsi, les autorités publiques, en l'occurrence le Premier ministre et le Ministre du travail, se sont empressés d'accuser les responsables canadiens de ces mines qui n'auraient pas pris toutes les mesures qu'exige la sécurité des travailleurs. Par ailleurs, les retombées économiques des exploitations minières ne sont pas ressenties par la population qui subissent les effets néfastes de la pollution des eaux et de l'accaparement des terres ; de quoi frustrer davantage les populations locales et alimenter leur mécontentement envers l'Etat central et les sociétés minières dont les sites ont déjà fait l'objet d'attaques meurtrières.

Pour prévenir d'éventuels conflits, les acteurs du secteur minier doivent mettre en place de solides institutions judiciaires et de pertinentes politiques afin d'encadrer l'exploitation des mines et assurer une bonne répartition des bénéfices

Le Burkina Faso n'a jamais été aussi près de l'implosion sociopolitique en plus d'une situation sécuritaire qui impacte même ses voisins. L'illisibilité de la ligne politique de la junte au pouvoir, malgré les efforts de médiations actuels, aggravée par la perte de contrôle de parties entières du territoire par les forces de défense et de sécurité, exposent ce pays aux pires prévisions en plus de la tentation russe de plus en plus nette au sein de l'opinion publique. Cette dernière désespérée par l'insécurité chronique de même que la crise économique de plus en plus rude, commence à exercer une forte pression sur un régime qui devra bientôt faire face à une montée des contestations.



Guinée Bissau : **Le recul démocratique et les démons de l'instabilité**

Depuis l'accession au pouvoir du Président Umaru Embaló en 2020, l'opposition guinéenne et le gouvernement se trouvent devant une impasse politique. Plusieurs opposants, activistes, journalistes et membres de la société civile ont été victimes de violentes attaques et séquestrations de la part de ce qui est convenu d'appeler "une milice proche de la présidence". Le dernier de cette traque est Agnelo Regal, leader de l'Union pour le changement et membre de l'Espace de concertations des partis démocratiques guinéens. Lors de sa précédente sortie, l'opposant critiquait la mission militaire déployée par la CEDEAO qui menacerait la souveraineté du pays, selon lui.

Par ailleurs, la dissolution du Parlement par le chef de l'Etat, Umaro Sissoco Embaló, et l'annonce d'élections législatives en décembre prochain, ont fini par creuser le fossé entre le gouvernement et l'opposition, laquelle soupçonne le président de vouloir concentrer tous les pouvoirs entre ses mains.

Un tel régime présidentiel risque, selon les opposants, d'exacerber les violations des droits humains et de fragiliser le dialogue politique qui n'arrive même pas à s'installer durablement. En effet, il ressort de ces observations contre les décisions du régime que ce sont les principes fondamentaux de la démocratie, comme la liberté d'opinion, qui sont visés. Dans cette atmosphère, un cinquième coup d'État et une déstabilisation générale du pays ne surprendraient pas les observateurs et lanceurs d'alertes qui craignent déjà une globalisation de la menace terroriste dans la région. Selon un observateur très au fait de la situation sociopolitique, le gouvernement gagnerait à instaurer un climat paisible dans le champ politique par le dialogue et le respect des droits humains, seul gage de stabilité.

Après les récentes tentatives de déstabilisation avec un putsch manqué, la Guinée Bissau revient sous les radars avec tous ses signaux d'instabilité. Ces facteurs combinés avec les jeux d'intérêts politiques et narco-criminels qui n'ont jamais laissé au pays le temps de la réforme montrent tous les signaux d'une dégradation de la situation politique dans un pays dont la stabilité est un enjeu crucial pour le Sénégal mais aussi tous ses voisins.

